

Nationalisation, répartition, contrôle

Michel Husson

économiste, membre du Conseil scientifique d'Attac

Regards, novembre 2008

La crise actuelle a fait la preuve, dans toutes ses dimensions, de l'incapacité du capitalisme à répondre aux besoins humains. Elle a au moins le mérite de dessiner en creux les contours d'un après-capitalisme possible. D'abord la nationalisation des banques et des assurances : elle doit être intégrale et non pas partielle et provisoire. C'est en effet le seul moyen de s'assurer que l'argent public n'est pas utilisé pour éponger des actifs pourris et sauvegarder les profits bancaires. Mais c'est aussi le seul moyen de vraiment « réguler » la finance et de faire du crédit et de l'assurance de véritables services publics, d'ailleurs extensibles à l'échelle européenne.

Une autre répartition des revenus est nécessaire pour de nombreuses raisons. Outre la justice sociale, l'analyse de la crise financière montre que les bulles se sont nourries des transferts opérés vers la finance, au détriment des salariés du monde entier. Les déséquilibres de l'économie mondiale renvoient aussi à des modèles inégalitaires qui tournent le dos aux besoins sociaux majoritaires. Quand on compare les quelques dizaines de milliards de dollars nécessaires pour éradiquer la pauvreté, les sommes englouties pour sauver la finance ont quelque chose d'obscène. Il faut donc couper les robinets de la finance, « euthanasier les rentiers » comme disait Keynes, et cela ne peut se faire qu'en opérant un contre-transfert massif des revenus financiers vers les salaires et les budgets sociaux. C'est aussi une riposte anticipée au grand scandale qui se prépare, à savoir l'austérité généralisée comme moyen d'éponger la spéculation.

Ces perspectives ne sont pas en soi anticapitalistes mais elles peuvent contribuer au basculement qui fait passer de la lutte contre les effets de la crise à l'alternative sociale. Le capitalisme a subi une déroute idéologique et sa rhétorique ne trompe plus personne : c'est un système inique, inefficace, et dangereux. Voilà un premier point d'appui. Le second est la méfiance de masse qui s'est instaurée : chacun comprend bien que tout va être fait pour que la majorité de la population paie les pots cassés pour une minorité de délinquants. C'est pourquoi l'idée d'un contrôle démocratique est aujourd'hui fondamentale : les citoyens ont le droit de contrôler où va leur argent, les salariés ont le droit de contrôler la répartition de la valeur ajoutée. Il faut alors trouver des revendications porteuses de cette exigence : par exemple, les aides publiques devraient être supprimées dans les entreprises dont les salariés constatent que leur pouvoir d'achat n'a pas été maintenu.

Il ne s'agit pas tant d'imaginer des idées radicalement nouvelles que de donner un contenu nouveau à celles qui ont été déconsidérées par les pratiques staliniennes ou social-démocrates. Le concept de nationalisation a été remis à l'ordre du jour, à leur corps défendant, par les libéraux : c'est le moment de le revaloriser en en faisant un moyen pour étendre la démocratie sociale. Il en va de même pour la planification qui est la seule solution rationnelle à la crise énergétique et aux menaces que fait peser le productivisme sur l'environnement. Les dispositifs marchands comme l'écotaxe ou les marchés de droits à polluer ne sont pas à la hauteur du problème. Là encore, c'est la planification démocratique, autrement dit la maîtrise consciente d'une société sur son destin, qui représente la véritable alternative.